

ARRETÉ PREFECTORAL
portant mise en demeure

Société NANTET LOCABENNES
Commune de LA LECHERE – site de petit coeur

LE PREFET DE LA SAVOIE,
Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 autorisant la société NANTET LOCABENNES à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux en zone d'activités "La Charbonnière", sur la commune de La Léchère ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 septembre 2017, faisant suite à une visite d'inspection du 8 septembre 2017, dans le cadre des suites de l'incendie d'un stock de déchets de bois survenu le 7 septembre 2017, transmis à l'exploitant par courrier du 21 septembre 2017 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 8 septembre 2017 l'inspecteur a constaté les faits suivants :

- dépassement du volume maximal fixé pour les stockages de bois, en infraction aux articles 1.2.2, 7.1.1, et 7.1.12.3 de l'arrêté du 11 juillet 2016 ;
- non respect des distances minimales de sécurité définies dans le plan annexé à l'arrêté du 11 juillet 2016, en infraction à l'article 1.3.2 de l'arrêté du 11 juillet 2016 (conformité aux plans) ;
- défaut de confinement des eaux d'extinction d'incendie sur le site, en infraction à l'article 3.3.3 de l'arrêté du 11 juillet 2016 ;
- encombrement du site, en infraction aux de secours aux bâtiments, aux stockages extérieurs et à la réserve incendie
- absence de délimitation et de séparation nettes des aires de stockage de déchets et de dégagement des voies et issues, en infraction aux articles 7.1.12.1 et 6.3.2 (facilité d'accès des services de secours) de l'arrêté du 11 juillet 2016.

CONSIDERANT que le non-respect des prescriptions précitées est susceptible d'augmenter les risques et les conséquences des incendies ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société NANTET LOCABENNES, représentée par sa directrice, madame Sonia BRASIER-PONTET, dont le siège social est établi zone d'activités de La Charbonnière, sur la commune de La Léchère, et qui exploite à la même adresse un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, est mise en demeure de :

- Diminuer le stockage de déchets de bois de manière à respecter la quantité autorisée de 8000 m3 définie aux articles 1,2.2, 7.1.1, et 7.1.12.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 ;
- Mettre en œuvre les dispositions adéquates permettant de garantir dans le temps le respect de cette limite et des limites figurant sur le plan en annexe de l'arrêté du 11 juillet 2016 concernant le bois A (3000 m3) et le bois B (5000 m3) ;
- Mettre en œuvre les dispositions adéquates permettant de délimiter les stockages conformément à l'article 7.1.12.1 de l'arrêté du 11 juillet 2016, et de garantir le respect des distances de sécurité figurant sur le plan en annexe de l'arrêté du 11 juillet 2016 et des dispositions de l'article 6.3.2 de l'arrêté concernant l'accessibilité des services de secours ;
- Clôturer le site sur sa partie nord (talus), comme prévu à l'article 6.1.5 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2016 ;
- Vérifier et rétablir l'étanchéité du réseau d'eau pluviale permettant le confinement des eaux d'extinction d'incendie sur site exigé par l'article 3.3.3 de l'arrêté du 11 juillet 2016, et transmettre les éléments justifiant du dimensionnement correct de la rétention.

Un plan d'actions explicitant les dispositions prévues par l'exploitant pour respecter les dispositions ci-dessus sera transmis à la DREAL dans un délai d'un mois.

Les actions correctives devront permettre le retour à la conformité dans un délai de deux mois. L'exploitant en justifiera à la DREAL par tout moyen approprié.

Article 2

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire de La Léchère.

Chambéry, le

11 OCT. 2017

Le préfet


Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Pierre MOLAGER

